

Le Maire,

Vu les articles L 161-10 et L 161-10-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu les articles R 161-25 à R 161-27 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 24 mai 2016 actant le principe de la vente d'une portion du chemin rural n°11 suite au constat que ledit chemin n'est plus utilisé ;

Vu le dossier d'enquête publique mis à disposition du public ;

Considérant que le projet retenu par le conseil municipal nécessite la réalisation d'une enquête publique

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET, DATE ET DURÉE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le projet relatif au chemin rural n° 11, consistant à la cession d'une portion de ce chemin, est soumis à une enquête publique destinée à recueillir les observations de la population. Cette enquête se déroulera pendant une durée de 31 jours consécutifs, du mercredi 22 novembre 2017 au vendredi 22 décembre 2017 inclus.

ARTICLE 2 : DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR / PERMANENCES

Monsieur Michel STERVINO est désigné en qualité de commissaire enquêteur et se tiendra à la disposition du public à la mairie:

- le mercredi 22 novembre 2017, de 9 h à 12 h
- le samedi 9 décembre 2017, de 9 h à 12 h
- le vendredi 22 décembre 2017, de 14 h à 17 h

ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier d'enquête publique comprend le projet d'aliénation, une notice explicative, un plan de situation et une appréciation sommaire des dépenses.

ARTICLE 4: OBSERVATIONS DU PUBLIC

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie d'Elliant pendant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h, le samedi de 9 h à 12 h) et consigner éventuellement ses observations, propositions ou contre-propositions sur le registre d'enquête.

Celles-ci pourront par ailleurs être communiquées oralement ou par écrit au commissaire enquêteur, à l'occasion de ses permanences, dont les dates et horaires sont précisés à l'article 2 ci-dessus.

Elles pourront également être reçues par voie postale, au plus tard le 22 décembre 2017, par le commissaire enquêteur au siège de l'enquête où toute correspondance doit être adressée, à l'adresse suivante (en précisant sur l'enveloppe la mention: «Ne pas ouvrir»)

Envoyé en préfecture le 26/10/2017
Reçu en préfecture le 26/10/2017
Affiché le
ID : 029-212900492-20171025-2017_26-AR

À l'attention de Monsieur STERVINO, commissaire enquêteur, Mairie d'Elliant, 1, rue Laënnec, 29370 ELLIANT.

ou par Mail à l'adresse suivante : contact@elliant.fr en précisant la référence de l'enquête et en spécifiant « à l'attention de Monsieur STERVINO, commissaire enquêteur ».

ARTICLE 5 : PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE

Un avis d'enquête sera publié en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les 8 premiers jours de celle-ci dans les 2 journaux suivants : Ouest-France et Télégramme.

15 jours au moins avant le début de l'enquête, le même avis sera affiché à l'ancienne mairie, 4, rue Brizeux et à la nouvelle mairie, 1, rue Laënnec, à la salle polyvalente, à la salle des sports, et aux extrémités du chemin rural de Kerhascoët et sur le tronçon faisant l'objet du projet d'aliénation, permettant la plus large information du public.

L'accomplissement de ces formalités sera constaté et justifié par un certificat du maire à l'issue de l'enquête publique.

ARTICLE 6 : CLOTURE DE L'ENQUÊTE

À la date de clôture de l'enquête publique, le registre d'enquête sera clos par le commissaire enquêteur.

Celui-ci disposera alors d'un délai d'un mois pour transmettre au maire son rapport et ses conclusions. Ces documents seront ensuite laissés à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 7 : DECISION INTERVENANT AU TERME DE L'ENQUETE

Après remise du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, le Conseil municipal délibèrera. Cette délibération sera ensuite transmise à M le Préfet du Finistère pour approbation dans le délai de deux mois prévu par la loi.

Fait à ELLIANT, le 25 octobre 2017

René LE BARON, Maire



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes (3, contour Motte - 35000 RENNES) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.